

Décide :

Article 1er.— L'intervention de M. Hoffer n'est pas admise.

Art. 2.— Le 2° de l'article 7 de la "loi du pays" du 6 décembre 2005 portant création d'une taxe de solidarité sur les alcools et les tabacs est illégal et ne peut être promulgué.

Art. 3.— Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

Art. 4.— La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française et sera notifiée à la SARL SAJEGA, à la société Wan Import, à la société Supermarché Liaut, à la société SODISPO, à la société Tahiti Food and Beverage, à la société Pacific Beverage Company, à la société Morgan Vernex Import, à la société BRAPAC Distribution, à la société AH Sing Import, à la société Aline Tahiti, à M. René Georges Hoffer, au Président de la Polynésie française, au président de l'assemblée de la Polynésie française et au ministre de l'outre-mer.

Copie en sera adressée pour information au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Délibéré dans la séance du 22 février 2006 où siégeaient : M. Bernard Stirn, président adjoint de la section du contentieux, président ; MM. Christian Vigouroux, Jean-François de Vulpillières, présidents de sous-section ; Mme Martine Denis-Linton, MM. Christophe Chantepy, Alain Ménéménis, Michel Pinault, conseillers d'Etat ; Mme Fabienne Lambolez, maître des requêtes-rapporteur, et M. Edouard Geffray, auditeur.

Lu en séance publique le 22 mars 2006.

Le président,
Bernard STIRN.

Le maître des requêtes-rapporteur,
Fabienne LAMBOLEZ.

La secrétaire,
Denise COSTE.

La République mande et ordonne au ministre de l'outre-mer, en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme :
La secrétaire,
Denise COSTE.

**DECISION du Conseil d'Etat n° 288982 du 3 avril 2006
(diverses mesures fiscales à l'importation).**

Le Conseil d'Etat (section du contentieux),

Sur le rapport de la 10e sous-section de la section du contentieux,

Vu la requête, enregistrée le 13 janvier 2006 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, présentée pour la société Brasserie de Tahiti, dont le siège est 17, place Notre-Dame, BP 597, Papeete, Tahiti (98713), représentée par son directeur général en exercice ; la société Brasserie de Tahiti demande au Conseil d'Etat :

1° De déclarer le 4° de l'article 3 de la "loi du pays" n° 2005-7 LP/APF du 5 décembre 2005 portant diverses mesures fiscales à l'importation non conforme au bloc de légalité tel qu'il est défini au III de l'article 176 de la loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

2° De déclarer que cette disposition ne peut être promulguée ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu la Constitution, notamment son article 74 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-208 APF du 11 décembre 2001 approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 2002 ;

Vu le code de justice administrative ;

Après avoir entendu en séance publique :

- le rapport de Mme Fabienne Lambolez, maître des requêtes ;
- les observations de la SCP de Chaisemartin, Courjon, avocate du Président de la Polynésie française ;
- les conclusions de Mlle Célia Verot, commissaire du Gouvernement ;

Considérant, d'une part, qu'en vertu du huitième alinéa de l'article 74 de la Constitution, la loi organique peut déterminer, pour les collectivités d'outre-mer qui sont dotées de l'autonomie, les conditions dans lesquelles "le Conseil d'Etat exerce un contrôle juridictionnel spécifique sur certaines catégorie d'actes de l'assemblée délibérante intervenant au titre des compétences qu'elle exerce dans le domaine de la loi" ; qu'aux termes de l'article 139 de la loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française : "L'assemblée de la Polynésie française adopte des actes prévus à l'article 140 dénommés 'lois du pays' et des délibérations" ; que l'article 140 de cette même loi organique dispose que les actes de l'assemblée de la Polynésie française, dénommés "lois du pays", sur lesquels le Conseil d'Etat exerce un contrôle juridictionnel spécifique, sont ceux qui, relevant du domaine de la loi, soit ressortissent à la compétence de la Polynésie française, soit sont pris au titre de la participation de la Polynésie française aux compétences de l'Etat et interviennent dans les matières qu'il énumère et au nombre desquelles figurent l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toute nature ;

Considérant, d'autre part, qu'aux termes de l'article 176 de la même loi organique : "I. - A l'expiration de la période de huit jours suivant l'adoption d'un acte prévu à l'article 140 dénommé 'loi du pays' ou au lendemain du vote intervenu à l'issue de la nouvelle lecture prévue à l'article 143, le haut-commissaire, le Président de la Polynésie française, le président de l'assemblée de la Polynésie française ou six représentants à l'assemblée de la Polynésie française peuvent déférer cet acte au Conseil d'Etat. Ils disposent à cet effet d'un délai de quinze jours. (...) II. - A l'expiration de la période de huit jours suivant l'adoption d'un acte prévu à l'article 140 dénommé 'loi du pays' ou au lendemain du vote intervenu à l'issue de la nouvelle lecture prévue à l'article 143, l'acte prévu à l'article 140 dénommé 'loi du pays' est publié au *Journal officiel* de la Polynésie française à titre d'information pour permettre aux personnes physiques ou